

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Septembre 1966 - 4^{me} Année - N° 35

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou B.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

"Pouvoir personnel" et "démocratie véritable" : deux faces de la même médaille

Lexcellent celui de l'impudence démagogique et des déclamations creuses où le ridicule le dispute à l'ignoble. Il n'y a pas comme une vieille catin pour singer les minauderies d'une jeune pucelle : la « gauche démocratique » française, qui se fabrique fébrilement une nouvelle virginité, nous en donne le spectacle écoeurant. Ayant obtenu, à force de courbettes serviles, un strapontin dans ce conglomérat électoral, le P.C.F. fait maintenant étalage de ses pudeurs électorales, clamant à tous les échos qu'il refusera de s'allier aux « réactionnaires fieffés du type Lecanuet et consorts ». Diable, quelle intransigence ! Mais, n'est-ce pas, il faut bien maintenir son « standing » électoral et, après tant de sourires aguichants à la petite-bourgeoisie démocrate, prendre quelques poses « extrémistes »... et inoffensives pour piper également les voix de la classe ouvrière.

Avec ou sans Lecanuet, où est la différence, en dehors de quelques querelles secondaires de boutiques électorales ? Il est "européen" ? Mitterrand aussi. Il est "pro-américain" ? Mollet aussi. Voudrait-on nous faire croire alors, que Mitterrand — ex-ministre de l'Intérieur de la IV^e qui ne fut pas, à notre connaissance, une république tellement « sociale » — ou Mollet — ex-président du Conseil de la guerre d'Algérie et ex-ministre de de Gaulle lui-même — seraient plus favorables que lui à la classe ouvrière ? Allez raconter ailleurs de pareilles sornettes !

Le succès de la démagogie électorale repose sur l'exploitation propagandiste de deux thèmes majeurs. La situation est nou-

velle, dit-on d'abord, et il faut être concret. Etre concret, dit-on ensuite, c'est s'occuper des problèmes spécifiques du moment ; certes, il y a le socialisme, mais un peu de patience : nous trouvons sur notre route un obstacle nouveau, inquiétant, terrible, dont il faut nous occuper avant tout, et c'est Monsieur de Gaulle en personne. Remplaçons donc ce néfaste « pouvoir personnel » dont vient tout le mal par une bonne « démocratie véritable » et tous les espoirs seront à nouveau permis ; enfin, puisque la « gauche démocratique » veut, elle aussi la fin du « pouvoir personnel », pourquoi la classe ouvrière ne s'allierait-elle pas avec elle ?

La chanson est bien vieille, quelques noms propres à changer dans le refrain et tout est en place. C'était déjà, pour ne pas remonter plus loin, l'argumentation essentielle des socialistes-patriotes de 1914 qui déclaraient : bien sûr, nous sommes socialistes et donc contre la guerre, mais la situation est tout à fait nouvelle ; l'Allemagne « impériale » nous attaque et nous devons sauver nos « conquêtes » démocratiques et républicaines : prolétaire, va donc te faire tuer pour la patrie capitaliste et colonialiste, nous reprendrons la lutte socialiste avec les survivants, une fois la paix revenue. Les partis socialistes ne la reprirent jamais plus. Après la guerre, ils furent les meilleurs auxiliaires de la conservation sociale et c'est à eux que la bourgeoisie européenne dut de garder son pouvoir malgré la vague révolutionnaire née de la révolution russe et du contre-coup de la guerre elle-même. Bien avant les chemises brunes nazies, la social-démocratie allemande fut le sanglant bourreau des commu-

nistes ; la social-démocratie italienne sut noyer la poussée révolutionnaire dans le marais électoral et prépara ainsi la voie aux chacals fascistes ; la social-démocratie française sabota directement les luttes syndicales et pénétra dans le jeune parti communiste qu'elle contribua largement à pourrir.

Au terme d'un long processus de dégénérescence, l'Internationale Communiste devait finalement périr de cette même maladie opportuniste. Lorsqu'en 1939 les mêmes contradictions impérialistes eurent ramené la guerre à l'horizon, opposant les vieilles puissances colonialistes, française et anglaise, à l'impétueux impérialisme allemand que son formidable essor industriel lançait à la conquête d'un « espace vital ». L'Etat russe que la contre-révolution intérieure avait fait entrer dans le concert des nations impérialistes choisit son camp, suivi de tous les partis « communistes ». L'antifascisme reprit le refrain des social-traités de 1914. On suspendait « provisoirement » la lutte pour le socialisme, car il fallait abattre avant tout le monstre fasciste... en s'alliant pour cela aux impérialismes les plus anciens et les plus puissants, Angleterre, France et

(Suite en page 2)

Comme si de rien n'était...

Nos lecteurs n'auront certainement pas oublié la lutte dramatique des ouvriers de Port-de-Bouc contre la fermeture des Chantiers de construction navale de cette ville. Ils se rappelleront sans doute la tactique désastreuse des syndicats, dont nous avons longuement parlé dans ces colonnes et qui a acculé à l'échec une lutte courageuse qui méritait un meilleur sort. Dans un même opportunisme défaitiste, la C.G.T. et F.O., au lieu de déclencher une riposte sur le plan national de tous les ouvriers des chantiers, ont axé la grève sur la "défense de la région", la "défense des chantiers" et même la "défense du navire" en cours d'achèvement à Port-de-Bouc, le car-ferry "Provence" que les patrons, pour des raisons de productivité, voulaient ter-

miner à La Ciotat, et au départ duquel les ouvriers s'opposèrent pendant longtemps. Bonne ou mauvaise, la tactique qui consistait à bloquer le bateau à Port-de-Bouc, fut le mot d'ordre central que les syndicats, tout au long de la grève, brandirent avant de capituler : le départ du "Provence" pour La Ciotat fut comme le glas de cette lutte et ce bateau ne pouvait que devenir le symbole de la défaite ouvrière sous les coups des exigences criminelles des lois du capital.

Ce n'est sans doute pas l'avis du quotidien régional pro-communiste "La Marseillaise" qui, dans son numéro du 28-7-66, annonce gaillardement que le "Provence", rebaptisé "Comté de Nice" a été remis à la Transat « avec quelques jours d'avance sur les prévisions ». (On se souvient que c'était précisément cette rapidité de production des chantiers de La Ciotat qui était l'argument majeur des liquidateurs de Port-de-Bouc). "La Marseillaise" nous apprend également que la cérémonie du baptême du "Comté de Nice" était présidée par le secrétaire général de la Marine Marchande, que le bâtiment a été béni par le curé-doyen maire de La Ciotat. Et le même journal, sous une belle photo du navire, rappelle que « le nouveau navire de la Transat a été lancé sous le nom de "Provence" à Port-de-Bouc, avant d'être achevé à La Ciotat ». Mais pas un mot des circonstances dramatiques du transfert du bâtiment, pas une seule allusion au fait que cette belle "réussite" s'est soldée, pour ceux de Port-de-Bouc, par le chômage et la ruine ! L'opportunisme pourra-t-il encore longtemps avoir la mémoire aussi courte ?

Permanences

A MARSEILLE

Le vendredi 9 septembre

et

le Samedi 24 Septembre

de 17 h. 30 à 20 h. 30

au siège du journal :

7, Cours Estienne d'Orves
(4^{ème} étage)

Lecteurs et sympathisants peuvent y prendre contact avec nous et se procurer nos publications.

La "Gauche démocratique" vole au secours du capital

Dans notre dernier article consacré à la grève des marins d'outre-Manche, nous n'avons qu'effleuré la crise qui secoue l'Angleterre et qui fait de cette citadelle d'origine du capitalisme international l'un de ses maillons le plus faible d'aujourd'hui. Sans nous livrer ici à une analyse approfondie des données économiques de cette crise, nous voudrions examiner un peu plus en détail son principal aspect politique. Le récent certificat de civisme que le Président Johnson, des tout-puissants Etats-Unis, vient de décerner au Premier anglais Wilson pour son courage face à la classe ouvrière souligne le caractère de gravité de la situation en Angleterre en même temps qu'il démasque le rôle joué par les travaillistes : sous couvert de « planification socialiste », il ne s'agit de leur part que de procéder à une nouvelle tentative de renforcement du capitalisme ; tentative similaire à celle que nous avons dénoncée en France et ailleurs au lendemain de la deuxième guerre mondiale, pour ne pas rappeler des exemples plus anciens.

Ce qui frappe dans cette politique c'est d'abord le cynisme avec lequel les organisations qui sont censées représenter le prolétariat déclarent ouvertement leur intention de le sacrifier aux exigences du sauvetage du capitalisme anglais et affichent sans vergogne les moyens qu'elles comptent employer pour y parvenir. Ce sont en-

suite les mesures autoritaires déployées pour renforcer l'emprisonnement du prolétariat en complétant le contrôle syndical par celui de l'Etat capitaliste.

On sait que les travaillistes ont été au pouvoir entre 1945 et 1951 afin d'entreprendre la reconstruction du capitalisme anglais délabré par cinq ans de guerre et procéder au réajustement de son Empire, tâche dont ils s'acquittèrent du mieux qu'ils purent avant d'être chassés par la bourgeoisie et son jeu électoral. C'est seulement en 1964 que le capitalisme anglais sentit la nécessité de faire à nouveau appel à eux. « Faire appel » est un terme inexact : mieux vaudrait dire répondre enfin oui aux offres de service qu'ils lançaient en vain depuis des années. C'est ainsi que dès 1952, le T.U.C., centrale syndicale, par la voix de son conseil général, déclarait : « Il est dans notre tradition de chercher à travailler en harmonie avec n'importe quel gouvernement au pouvoir, comme avec le patronat, pour trouver ensemble des solutions aux problèmes et aux difficultés qui se présentent, tant sur le plan social que sur le plan économique dans notre pays ». Et en 1963, pour ne laisser subsister aucun doute sur le sens de cette déclaration de principe, un autre porte-parole des syndicats rappelait qu'entre autres services rendus, et non l'un des moindres, soulagait-il, à la bourgeoisie (à l'époque représentée par un gouvernement conservateur), les responsa-

bles syndicaux s'étaient dépensés sans compter pour faire échouer grâce à une majorité adéquate toute résolution que des assemblées syndicales émettaient régulièrement pour repousser toute forme de blocage des salaires. Ceci éclairé de façon très significative le but précis que la bourgeoisie anglaise se fixe maintenant, en matière de contrôle du prolétariat par l'intermédiaire de ses représentants reconnus, les syndicats et le parti travailliste. Mais un petit retour en arrière est nécessaire pour le préciser.

Fin 1965, G. Woodcock, secrétaire général du T.U.C., déclarait que, pour remettre la Grande-Bretagne sur la voie du redressement, il était nécessaire qu'une armée de réserve de 600 à 700.000 chômeurs soit constituée, afin de stopper la spirale prix-salaires. Il ne faisait là que reprendre les termes mêmes d'un certain professeur Paish, conseiller économique des conservateurs, préconisant la fin du plein emploi en Angleterre pour « aérer » l'économie et lui permettre d'être compétitive sur les marchés extérieurs. C'est d'ailleurs ce que le premier gouvernement travailliste de 1945 avait tenté de réaliser, mais sans succès. Sitôt après la victoire travailliste de 1964, G. Brown, ministre de l'Economie, lançait un plan de cinq ans prévoyant une augmentation annuelle de la consommation de 2,4 %, soit un des

(Suite en page 2)

Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

Nous tiendrons désormais chaque mois une réunion ouverte aux sympathisants de notre parti et aux lecteurs du journal. Les dates en seront annoncées au fur et à mesure dans Le Prolétaire. Au cours de ce cycle d'exposés, les arguments suivants seront traités :

- CAPITALISME ET COMMUNISME :
La critique marxiste de la société capitaliste.
Qu'est-ce que le communisme ?
- LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION RUSSE :
1905 : Menchevisme et Bolchevisme.
La victoire d'octobre 1917.
Les premières années de la dictature du prolétariat.
La dégénérescence de la révolution russe.
- LA GAUCHE COMMUNISTE
ET LA TROISIEME INTERNATIONALE
- MARXISME ET IMPERIALISME
- LA LUTTE DES CLASSES EN EUROPE
ENTRE LES DEUX GUERRES :
Allemagne et Hongrie.
Espagne.
- LA LUTTE DES CLASSES EN CHINE.

La première de ces réunions aura lieu le vendredi 30 septembre à 20 h. 30, au siège du journal, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage) et aura pour thème :

**LA CRITIQUE MARXISTE
DE LA SOCIETE CAPITALISTE
LECTEURS ET SYMPATHISANTS SONT CORDIALEMENT
INVITES A Y PARTICIPER**

LA "GAUCHE DEMOCRATIQUE" "Pouvoir personnel"

(Suite de la page 1)

taux les plus modestes dans ce domaine puisque le taux précédent — entre 1960 et 1964 — était de 2,2 % tandis que le rythme des investissements industriels, estimé à 4 % par les conservateurs pour la période de 1961-1966, devait, selon G. Brown, passer à 7 % pour 1964-1970.

Le plan de contrôle des prix et revenus du gouvernement Wilson et consorts repose donc, en définitive, sur les décisions d'un congrès des T.U.C. tenu en septembre 1963. Après quelques simulacres d'opposition, manifestés par la « forte tête » des syndicats anglais, le trop connu F. Cousins, secrétaire du puissant Syndicat des Transports anglais (1.330.000 membres), le congrès décidait à une majorité écrasante l'appui du syndicalisme anglais à la planification de l'économie que venait de décider le gouvernement tory. Le congrès avait admis auparavant, pour justifier cet appui, que les revenus — et donc la consommation — avaient augmenté trop vite depuis la fin de la guerre. Mais il appartenait à un personnage que les fanatiques de l'actualité commencent à bien connaître maintenant, de tirer, des octobre 1963, la leçon la plus claire et la plus cynique de ce qui n'était encore alors qu'une simple et classique adhésion syndicale à une planification capitaliste. C'est en effet Michael Stewart, promu récemment ministre de l'Economie en remplacement de G. Brown, discrètement écarté, qui déclarait très ouvertement : « L'importance relative faible des augmentations de salaires en 1958 et 1959 semble avoir été due en grande partie au climat psychologique créé par l'échec de la grève des autobus londoniens. Il est vrai que le chômage a augmenté tout au long de 1958 et que l'on pouvait penser que cela contribuerait à modérer les augmentations de salaires... Il semble donc légitime de déduire de ce qui précède qu'il doit être possible d'influencer le niveau et le volume des accords de salaires dans les industries-clés, et du même coup influencer sur les règlements ultérieurs négociés à la suite de déclenchement de luttes revendicatives. »

Comme un écho, le journal "Economist" répète au début de 1966 la fameuse formule : « La seule façon de réussir à pratiquer une politique de contrôle des prix et des revenus en 1966 va être de faire perdre la face aux syndicats les plus combattifs à l'occasion d'une lutte pour les salaires engagée à l'échelle nationale, comme réussissent à le faire les conservateurs, au cours des dix-huit mois d'essai d'une même politique, en faisant, eux, échouer la grève des autobus londoniens, dirigée par M. Cousins, en mai 1958. »

La conclusion des remarques du "gauchiste" M. Stewart ne manquait pas d'être tirée par un autre porte-parole des financiers anglais : « Qu'il s'agisse des cheminots, des gaziers, des électriciens ou des dockers, le gouvernement

sera contraint de faire un exemple ». On se rappelle que ce sont en fait les marins anglais, groupés dans un syndicat très faible par le nombre, qui ont servi de cobayes à la magnifique théorie qu'avait énoncée M. Stewart en 1963 et selon laquelle la meilleure façon d'imposer un contrôle des revenus consiste à ne céder en aucun cas et à n'accorder aucune augmentation de salaires, même si, comme c'était le cas pour les marins, les employeurs (en l'occurrence les armateurs) étaient prêts à faire des concessions. La doctrine de la gauche démocratique est en effet inflexible : si nous voulons que le capitalisme nous fasse confiance, nous devons en être dignes et refuser de souscrire à des réactions particulières de certaines catégories de capitalistes, pour nous en tenir aux intérêts supérieurs de la classe qui nous emploie !

L'autre aspect des propositions faites par la gauche démocratique anglaise à sa bourgeoisie, également en 1963, a une portée plus grande encore. Disons brièvement, pour en expliquer le contexte, que parallèlement au réseau syndical à l'intérieur des usines — dont il convient de rappeler qu'il est établi sur une base étroitement corporative : 175 syndicats différents groupant au total 8.300.000 membres — il y a environ 100.000 délégués ouvriers militant dans les usines les plus importantes d'Angleterre. Et en fait, devant la bureaucratisation de l'appareil syndical, les ouvriers, presque toujours, font uniquement confiance à leurs délégués d'usines. Or, dans tous les cas ou un accord de salaire est négocié autour d'une table à l'échelle nationale entre représentants de la fédération patronale et de la fédération syndicale intéressées, une série d'aménagements locaux sont discutés sur place par les délégués : primes de rendement, travail aux pièces, etc... A titre d'exemple, il faut citer les chiffres du ministère du Travail qui a calculé qu'entre le salaire de base minimum établi à l'échelle nationale et le salaire réel moyen effectivement payé, il existait une différence qui s'élevait à 19 % en 1948, mais atteignait 26 % en 1959.

Il était donc à la fois urgent et indispensable, pour que les agents syndicaux du capitalisme puissent remplir leur sale besogne, que soient réformées toute l'institution concernant les accords de salaires ainsi que les structures des syndicats. Dans ce but, au congrès T.U.C. de septembre 1963, G. Woodcock lançait déjà, sous forme d'une boutade : « Pour réussir aujourd'hui à imposer le contrôle au peuple sur les entreprises, il est dangereux de s'en tenir aux réactions sentimentales et de descendre dans la rue ; ce qu'il faut c'est être réaliste et que les responsables syndicaux, assurés de leur mandat par la base, puissent traiter les problèmes qui se posent sans consulter à tout moment leurs mandants. »

Pour le cas où cette phrase n'aurait pas été bien comprise, notre M. Stewart se chargeait, en octobre de la même année, de l'expliquer plus clairement : « ... N'importe quelle mesure pour introduire dans les faits une politique de contrôle strict des revenus et des prix devra affecter profondément la puissance, le fonctionnement et l'attitude des syndicats... » « En particulier, puisque le chiffre des négociations de gré à gré sur les salaires ne pourra pas être laissée aux syndicats et employeurs individuellement, la position du T.U.C. devra être considérablement renforcée. La puissance du mouvement syndical devra se concentrer de plus en plus entre les mains du centre, qui aura alors à être l'interprète de tous et à tenir les engagements qu'il aura pris en signant... » « Cela signifiera sûrement la mise au rencart de la procédure actuelle de négociation collective... Cela signifiera aussi que la qualité principale de bon nombre de dirigeants syndicaux actuels, celle d'être un bon négociateur, sera moins importante, et cela entraînera des changements dans leur statut particulier. »

Ce langage dit bien ce qu'il veut dire : pour les chefs du T.U.C. il s'agit essentiellement d'interdire aux ouvriers d'amoindrir la portée scélérate des engagements contractés en leur nom auprès de la classe capitaliste. En contre-partie de cette éventuelle perte de fonction certains dirigeants syndicaux, pen-

sent-ils, pourront bénéficier de quelques avantages car « de tels changements — poursuit Monsieur Stewart — impliqueront probablement qu'un certain nombre de responsables syndicaux, parmi les plus influents, échangeront leur position de secrétaire par exemple pour des travaux plus "nobles", peut-être au sein du gouvernement » : avec un don merveilleux de divination, M. Stewart décrivait admirablement ce qui devait personnellement lui arriver trois ans plus tard !

Aujourd'hui, on nous annonce la création d'un comité national de la productivité où gouvernement travailliste T.U.C. et C.N.P.F. vont établir les normes qui permettront, en tenant compte de l'augmentation de la productivité, de décider en janvier 1967, quels groupes d'ouvriers et de quelles industries auront droit, six mois plus tard seulement, à des augmentations de salaires raisonnables.

En effet, le blocage des salaires est effectif jusqu'en décembre prochain, quels que soient les accords pris jusqu'à maintenant (dans le cas des augmentations progressives, par ex.) puis surviendra une nouvelle période de six mois où les bases déterminées ci-dessus pourront jouer.

Puisqu'il faut que les masses soient tenues en respect, un certain Crossman, bras droit de Wilson est chargé dès à présent d'étudier la façon d'intégrer davantage gouvernement, parlement, parti travailliste et centrale syndicale T. U.C. Les séances du comité de travail créé à cette occasion seront d'ailleurs télévisées pour que soit expliqué à chaque prolétaire le sens de la politique menée jusqu'au bout. On voit ainsi que la "gauche" ne se fait pas faute d'utiliser toutes les ressources du cirque publicitaire moderne.

On peut aisément prévoir, devant une bouffonnerie aussi sinistre que la classe ouvrière réagira et les années qui viennent doivent normalement développer les conditions d'un courant politique autonome. Il n'est pas superflu de rappeler à cette occasion qu'Engels, écrivant sur la situation en Angleterre il y a plus de 80 ans, appelait de toutes ses forces la création d'un parti prolétarien authentique. L'histoire répondra-t-elle cette fois à son appel ?

1936-1966 : trente ans de collaboration de classe

Dans un précédent article inspiré par la commémoration du trentième anniversaire des "grandes conquêtes sociales" du Front Populaire, nous nous sommes attachés à souligner la véritable signification politique de cette phase historique qui ne réside pas tant dans les résultats revendicatifs qu'a apportés le puissant mouvement de juin 36 que dans le tournant politique qu'elle a consacré dans le communisme international. Avant d'en venir au contenu de ce tournant, il convient de rappeler que la grande vague de grèves qu'évoquent complaisamment les nostalgiques du Front Populaire ne fut absolument pas encouragée par la coalition victorieuse aux élections d'avril 1936, que, bien au contraire, elle fut subie par tous les partis de cette coalition et que les "communistes" de l'époque ne furent pas les derniers à s'efforcer de l'amoindrir, de la réduire et à prendre toutes mesures pour l'empêcher de renaître. Aussi est-ce le comble de l'impudence que de se référer aux concessions faites par les capitalistes à la suite des flambées sociales de juin 36 pour justifier et populariser une relance éventuelle du même type de coalition. Sous tous les gouvernements — jusques et surtout sous les gouvernements "de gauche" — les ouvriers n'obtiennent que ce qu'ils arrachent par la lutte. Il en fut ainsi il y a trente ans lorsque, après les accords Matignon, les dirigeants politiques et syndicaux communistes et socialistes enjoignirent aux ouvriers d'évacuer les usines qu'ils occupaient, et lorsque ces derniers, faisant la sourde oreille, ne reprirent le travail qu'après avoir reçu une satis-

(Suite de la page 1)

U.S.A. La démocratie triompherait, disait-on, et sans doute les lendemains socialistes chanteraient-ils (d'ailleurs, ajoutait-on à l'intention des prolétaires crédules, l'Armée Rouge est là et on verra ce qu'on verra dès qu'Hitler et Mussolini auront été abattus).

On a vu. On a vu l'Armée Rouge partager avec l'armée américaine le rôle de gendarme de l'Europe ; Thorez et Togliatti, ministres de gouvernements d'union nationale, participer directement à la défense de l'ordre ; les syndicats promus au rang de garde-chiourme de la galère productive bourgeoise. On a vu partout les partis autrefois communistes se muer en simples partis démocratiques emprisonnant le prolétariat dans un sous-réformisme impuissant, tout au plus capable de quémander à la bourgeoisie le respect des formes constitutionnelles « démocratiques » et « parlementaires » qui, à l'heure de la concentration impérialiste, de l'affirmation des trusts et de la fascisation « en douceur » de la vie sociale qui lui correspond, ne sont plus que les hochets de la caste des politiciens petits-bourgeois. On a vu enfin l'Oncle Sam, le démocratique allié de la guerre antifasciste, le Libérateur en chef, prendre la relève du vieux colonialisme européen et, sur la lancée de sa victoire dans la guerre impérialiste, étendre partout ses tentacules, à coup de dollars ou à coup de napalm. Et on voit aujourd'hui ceux qui lui ont servi de marchepied se lamenter des conséquences de leur propre politique...

C'est donc une caractéristique de l'opportunisme (social-démocrate ou « communiste ») de fabriquer de toutes pièces de fausses alternatives, de faux conflits, pour masquer les antagonismes réels : un bon camp impérialiste contre un mauvais, la démocratie contre le fascisme, la « démocratie véritable » contre le « pouvoir personnel » ; jamais le prolétariat contre la bourgeoisie, la dictature du prolétariat contre l'Etat

bourgeois, le communisme contre le capitalisme.

**

Mais dans le grotesque spectacle électoral d'aujourd'hui, le P.C.F. n'est à son tour que la caricature de l'opportunisme. Il suffit de voir les U.S.A. exterminer froidement le peuple vietnamien ; il suffit d'entendre leur vice-président Humphrey déclarer tranquillement qu'ils en feront de même, si nécessaire, en Amérique du sud ; il suffit de voir les syndicats influencés par les « communistes » s'intégrer à l'Etat, quémander ses subventions, stériliser la lutte de classe à sa source, transformant les luttes syndicales en simples revendications étroitement corporatives, justiciables seulement de la négociation ; il suffit de voir les partis ex-communistes réduits à de simples appendices d'un vague mouvement démocratique national ; il suffit d'observer cela pour se convaincre que, si les Etats fascistes ont subi une défaite militaire dans la dernière guerre mondiale, le fascisme, lui, a gagné la guerre.

Le fascisme hitlérien et mussolinien fut une réaction sociale violente qui acheva d'écraser un mouvement révolutionnaire déjà vaincu par les forces régulières de l'Etat démocratique. Aujourd'hui, rien ne menace directement l'Etat bourgeois et il peut se permettre plus de souplesse, dans la mesure, précisément, où les partis et les syndicats qui contrôlent la masse ouvrière « jouent le jeu » et se chargent eux-mêmes de maintenir le mouvement ouvrier dans des limites parfaitement compatibles avec l'ordre établi et l'exploitation capitaliste. Dès lors, l'« opposition démocratique » dont le P.C.F. est membre de droit, quelque soit le résultat des marchandages électoraux actuels, n'est qu'une force de rechange au service de la conservation capitaliste. Elle la sert dès maintenant en canalisant les masses dans un mouvement purement électoral et parlementaire, privé de toute portée sociale ; elle la servira directement demain, à la tête de l'Etat, si une situation plus tendue oblige la bourgeoisie à jouer la carte de la démagogie « gauchiste » (n'est-ce pas Wilson ?)

Les rodomontades du P.C.F. doivent donc être appréciées à leur juste valeur. De Gaulle, Lecanuet et consorts sont des « réactionnaires fiéffés » ? Sans doute, mais comme on ne peut guère les soupçonner de vouloir restaurer la monarchie féodale en plein XX^e siècle, force est donc de convenir qu'ils sont réactionnaires par rapport au socialisme. C'est certain, mais qui ne l'est pas, qui s'oppose à eux sur ce terrain, qui mène la lutte pour le socialisme ? Surtout par le P.C.F., simple agent électoral au sein de la classe ouvrière de la racaille « démocratique » de l'Etat bourgeois, propagandiste actif de « pures réformes constitutionnelles, partisan hystérique de la grandeur française et adepte convaincu du crétinisme parlementaire le plus aigu.

Tous, gaullistes et anti-gaullistes, communient dans une même vénération de la grandeur nationale, un même respect servile pour les miracles de la technique capitaliste, un même enthousiasme pour l'expansion de la production qui est le crédo même du capital.

C'est cette unanimité de fait, sur l'essentiel, qui réduit l'« opposition » à une farce et prouve d'une façon éclatante que, de Waldeck Rochet à de Gaulle et avec les nuances secondaires correspondant au rôle de chacun, on a affaire à un même bloc réactionnaire. La seule alternative réelle que pose l'histoire à la classe prolétarienne, c'est : conservation capitaliste ou lutte révolutionnaire pour le communisme. La contestation électoraliste entre les tenants du « pouvoir personnel », de la « démocratie véritable » ou dieu sait quelle autre recette « démocratique » n'est qu'une manœuvre de diversion, une dispute sur la meilleure façon de servir l'Etat capitaliste.

(Suite en page 4)

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1966

LISTE N° 7

Alfred, 50 ; Réunion publique, 23,50 ; D., pour la presse, 5 ; François, 30 ; Vive "Le Prolétaire", 10 ; Dominique, 10 ; Cecchino Rossi, 10 ; Luca, 5 ; Alain, 20 ; Bruxelles, 40 ; Vive la Révolution, 10 ; Jean, 1,50 ; Gino, 3 ; Pour la presse, 5 ; Christian, 12 ; Alfred, 8 ; Lucien, 12 ; Jules, 12 ; le groupe W saluant Bruxelles, 50 ; Soutien Georges, 8 ; R. et R., 40 ; Suzanne, 14 ; François, 18 ; Piccino pour la presse, 10 ; Pour la Dictature du Prolétaria, 20 ; Pierre, 10 ; René, 6 ; Suzanne, 4,17 ; Christian II 2,50 François, 10 ; Jacques, 10 ; Serge, 10 ; Claude, 10 ; Georges, 10 ; Emile 45 ; Alain, 8.

Total précédent ... 2.753,77 F

Total liste n° 7 ... 800,17 F

Total général ... 3.553,94 F

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

Hymnes au capital en Tchécoslovaquie

En 1962, l'économie capitaliste tchécoslovaque a subi une crise grave qui a ruiné toutes les prévisions du plan : il ne faut pas chercher plus loin le secret des réformes "sensationalnelles" récemment adoptées dans ce pays et que la presse présente comme l'effet d'un éclair de génie des économistes et des dirigeants politiques. Pourtant, si on consulte l'article publié par l'économiste

Faillite de l'émulation pacifique :

En 1956 Khroutchev lança de la tribune du XXe Congrès le "défi" économique de l'U.R.S.S. à l'Occident et lui offrit "l'émulation pacifique". Dès cette époque, notre Parti affirma que la compétition était perdue d'avance pour l'Est européen et qu'un tel défi n'avait aucun sens. Dans le texte "Dialogue avec les Mort" (1956) qui contenait notre critique du XXe Congrès, nous écrivions :

« Le défi du Vème Plan « Quinquennal à l'Occident est « défaitiste du point de vue du « socialisme non seulement « parce qu'il substitue aux antagonismes de classe des rivalités nationales et au conflit militaire une confrontation économique pacifique, « mais parce que sur ce terrain « la partie est perdue avant « même d'être jouée.

« L'erreur de Staline serait « d'avoir écrit en 1952 que « l'économie des Etats - Unis « avait accusé une chute par « rapport aux années de grâce « de la guerre de Corée et « d'avoir jugé proche le moment où le potentiel productif de l'U.R.S.S. rejoindrait « celui des pays les plus industriels, alors que selon les données du XXe Congrès et les « prévisions du Vème Quinquennat présentées par Boulganine, ce moment est encore « lointain. D'ailleurs, dans « l'intervalle, l'Allemagne de « l'Ouest est entrée dans la « compétition et il semble que « c'est elle qui la gagnera.

« Quant aux indices américains « ils ont augmenté dans les « années qui ont suivi la mort « de Staline, atteignant en 1955 « le maximum absolu pour la « production et le revenu national. Et alors ?

« A en croire Mikoyan, chez « les Russes, rien ne fonctionne : ni les savants, les universités, les laboratoires, les instituts de recherche ni les services statistiques. Tout serait à recommencer à zéro « pour pouvoir rivaliser avec « les merveilles d'Amérique. « Staline avait écrit en la matière des choses scandaleuses sur la base de sa doctrine du "profit maximum", affirmant que le capitalisme « tendait à devenir de plus en plus improductif... et allant jusqu'à écrire : « Le capitalisme est pour la nouvelle « technique quand elle lui promet de plus grands profits. « Il est contre elle et pour le « retour au travail manuel (!) « quand elle ne lui promet (ou « permet ?) pas de plus grand « profits », ce qui entraînerait « la stagnation technique du « capitalisme ». Cette conception banale du capitalisme « comme personne faisant des « calculs et déformant les lois « économiques par sa seule volonté a cessé de plaire non « parce qu'elle foulaux « pieds le marxisme, mais parce « qu'elle était complètement « infirmée par l'énorme développement du machinisme « aux U.S.A., les fastes de l'automatisme et le lancement incessant d'objets manufacturés américains toujours plus « perfectionnés sur le marché « mondial ».

Voici ce que nous écrivions en 1956. Voyons maintenant ce qu'écrivit dix ans après l'économiste tchécoslovaque Eugen Lœbl :

« Nous étions habitués à proclamer que l'économie socialiste doit nécessairement progresser et l'économie capitaliste tout aussi nécessaire-

tchécoslovaque Lœbl dans la revue "Kulturny Zivot" en janvier 1966 sous le titre suggestif « Nous avons besoin d'une boussole », on n'y trouvera aucune référence précise à cette crise économique récente : comme tous les idéologues du capital fustigés par Marx, les économistes "socialistes" de l'Est sont affligés d'une fausse conscience de la réalité.

« ment régresser. Partant de « ce principe, nous nous attendions à la maturation d'un « état de choses dans lequel la « supériorité du socialisme aurait été si évidente que le capitalisme se serait effondré, « écrasé par la simple comparaison. »

Ce que Lœbl expose là n'est que la pseudo-théorie stalinienne du profit maximum selon laquelle les monopoles "cherchent le profit maximum" et conduisent ainsi à la stagnation et à la "crise de sous-production", tandis que le socialisme de marque russe stimulerait au maximum les rythmes d'augmentation de la production industrielle, recommençant les exploits de l'accumulation primitive.

L' "émulation pacifique" de Khroutchev n'était elle-même qu'un sous-produit de cette idéologie stalinienne déformée, et c'est elle que Lœbl exprime quand il dit « Nous nous attendions à la maturation d'un état de choses dans lequel la supériorité du socialisme aurait été si évidente que le capitalisme se serait effondré, écrasé par la simple comparaison. » Dès 1956, nous répondions à cette perspective stupide que : 1) la courbe du capitalisme n'a pas de branche descendante : la production capitaliste augmente au contraire démesurément jusqu'au point où les forces productives font éclater les rapports de production bourgeois ; la crise à laquelle le mode de production capitaliste succombera sera une crise de surproduction et non, comme Staline prétendait, de sous-production.

2) L'augmentation des rythmes de la production industrielle est tout d'abord une caractéristique commune à tous les capitalismes jeunes et en second lieu une tendance immanente de tout capitalisme, une réaction de ce mode de production à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui triomphe malgré tout dans la terrible déflation des crises économiques et les immenses destructions des guerres impérialistes.

3) Le capitalisme ne s'écroulera pas dans une compétition économique avec des pays solidaires "socialistes", mais sera abattu par l'insurrection armée du prolétariat dirigée par le Parti Communiste international.

4) La compétition pacifique lancée par Khroutchev est une position non seulement défaitiste, mais insensée, car sur le terrain économique, le capitalisme américain a déjà battu le soi-disant "socialisme" russe.

Or quelles sont les constatations que la réalité impose en 1966 à M. Lœbl ? Il demande : « Comment pouvons-nous justifier aujourd'hui le fait que nous soyons absorbés par la lutte contre les obstacles qui bloquent notre marche vers l'expansion économique alors que le capitalisme connaît un boom stupéfiant ? » C'est évidemment impossible en partant de la théorie stalinienne, et M. Lœbl est bien obligé de s'en apercevoir, lui qui poursuit : « En d'autres termes, si nous cherchons seulement à rejoindre le niveau de vie des pays capitalistes les plus avancés, en quoi pouvons-nous nous considérer comme supérieurs ? Si dans le monde socialiste comme dans le monde capitaliste chaque famille possède

une automobile, une maison moderne, la télévision et un hélicoptère, dans quel sens pourrions-nous dire que nous avons battu le capitalisme ? »

La seule chose étonnante dans cette citation sont les deux points d'interrogation. En bonne logique M. Lœbl devrait les éliminer et écrire : « nous ne pouvons en rien nous considérer comme supérieurs ». Quant à la thèse selon laquelle "chaque famille" posséderait en Tchécoslovaquie "une automobile, une maison moderne, la télévision et un hélicoptère", c'est une pure mystification de serviteur conscient du capital. Les mineurs tchécoslovaques morts récemment dans la mine d'Ostrava ne possèdent certainement rien de tout cela...

La seule allusion, d'ailleurs voilée et hypocrite, à la crise qu'a traversée récemment le capitalisme tchécoslovaque se trouve dans le passage suivant qui est une perle : « Et ainsi, même nous Tchécoslovaques, habitants d'un pays qui compte parmi les nations industrielles les plus avancées, nous nous

L'homme et la science dans la société capitaliste et dans la société socialiste.

Evidemment, M. Lœbl se considère comme un "marxiste" ; non comme un "marxiste dogmatique, certes, mais comme un marxiste "occidental" et "moderne", un marxiste "à la page" : le fait qu'il possède une automobile, une maison moderne, la télévision et probablement aussi un hélicoptère n'en est-il pas la meilleure preuve ? En tant que marxiste à la page, moderne et occidental, Lœbl revendique les "valeurs humaines" contre les brutalités de la planification stalinienne : « Pouvait-il exister une idée plus capable que celle-là de priver l'homme de sa condition de souverain du monde façonné par lui, de le stériliser de ses capacités et de sa science de lui-même ? Pouvait-il exister une idée plus capable de le réduire au rang d'un simple objet du processus social et du plan ? »

Et il s'écrie : « Nous sommes - nous rendus compte, dans notre travail théorique, que l'homme véritable n'est ni l'homo oeconomicus, ni l'homo laborans, mais l'homo sapiens ? N'est-il pas déconcertant que notre pensée économique n'ait attribué au rôle ou seulement un rôle marginal à l'unique élément qui distingue l'homme des autres animaux, c'est-à-dire à son intelligence et à ses capacités intellectuelles. »

On songe à la vieille litanie des Universités bourgeoises sur le jeune Marx, "philosophe de l'humanisme", qui dans ses *Manuscrits économique-philosophiques* "partait de l'homme", et sur son opposition avec le vieux Marx "positiviste" et "déterministe", ainsi qu'avec Friedrich Engels : et voilà ce qu'on voudrait présenter comme une réflexion neuve, originale et moderne !

L'homme est donc pour Lœbl "l'homo sapiens".

Nous pourrions rappeler simplement la définition donnée par un bourgeois révolutionnaire, Franklin, que Marx cite dans le Premier Livre du Capital : « l'utilisation et la création de moyens de travail, « bien qu'existant en germe « chez certaines espèces animales, caractérisent le travail spécifiquement humain ; « c'est pourquoi Franklin définit l'homme comme un "tool-making animal", c'est-à-dire « comme un animal fabriquant « des instruments ».

Cependant, dans ses *manuscrits économique-philosophiques* de 1844, Marx donne une définition de l'homme comme un être objectif générique se produisant lui-même et auto-produit. Que signifie "générique" ? Le cheval par exemple n'est pas un être générique : il n'est un animal social que dans l'ac-

sommes laissé dépasser par des Etats capitalistes d'un niveau inférieur au nôtre. » En lisant cela, on songe à ce que Marx écrivait en 1873 dans la post-face à la seconde édition du capital : « Ce qui fait sentir de la façon la plus aiguë le mouvement contradictoire de la société capitaliste au bourgeois, homme pratique, sont les hauts et les bas des cycles de l'industrie moderne et surtout leur point culminant : la crise générale... et par l'universalité de ses manifestations comme par l'intensité de ses effets, elle finira par inculquer la dialectique même aux heureux profiteurs du nouveau saint empire russo-germanique ». En 1966, ce sont d'une part le boom américain, de l'autre la crise économique latente de l'agriculture et de l'industrie de l'Est qui ont fini par inculquer les premiers rudiments de la dialectique aux heureux profiteurs du national-socialisme russe du genre de M. Lœbl. Dans dix ans, elle sera assez intense pour inculquer la dialectique à tous les idéologues du capital de l'Est et de l'Ouest.

te de reproduction ; il n'est pas de nature sociale. L'homme, lui, met entre lui et la nature extérieure une seconde nature, une nature sociale humaine commune à tous les hommes et produit de l'histoire humaine qui peut-être définie au sens large comme l'a fait Marx :

« l'utilisation et la création de moyens de travail caractérisent le travail spécifiquement humain ». Par "moyens de travail", nous n'entendons pas seulement les machines et les outils, etc., mais aussi le langage, l'art, la science, c'est-à-dire ce que Marx appelle, dans le *Troisième Livre du Capital*, le "travail universel de l'esprit humain". Un être "se produisant lui-même" ; la définition sort là des cadres de la philosophie, l'homme se produit lui-même comme être générique au cours de toute l'histoire humaine qui apparaît ainsi comme ce qu'elle est réellement : l'histoire naturelle de l'homme. Un être "autoproduit", parce que, comme Marx le montre, l'homme a lui aussi un acte de naissance qui est toute l'histoire de l'humanité.

L'homme vient au monde comme être générique dans une succession de formes de production, de sociétés divisées en classes et il se manifeste comme tel dans la société communiste qui n'est plus un mythe, un point d'arrivée abstrait, mais le résultat de tout le développement précédent. Si on considère l'histoire humaine non plus du point de vue philosophique, mais comme un processus matériel dialectique, cela revient à dire que l'homme s'y trouve déjà contenu comme être générique. C'est parce que la société communiste est pour Marx une certitude scientifique qu'il peut partir de l'avenir pour déchiffrer le passé et écrire que l'homme s'est déjà auto-produit comme être générique, en d'autres termes, qu'il est déjà né.

Mais pour M. Lœbl, l'homme n'a pas besoin de se produire lui-même comme être générique dans l'alléation des sociétés divisées en classes, l'homme est science de lui-même, objet de pensée, homo-sapiens, chose de la nature. C'est sur cette définition philosophique "moderne" de l'homme que Lœbl greffe son apologie de la science et de la technique en général.

« Pour atteindre ce résultat, « les entrepreneurs capitalistes « ont fait appel non seulement « aux sciences naturelles, mais « aussi à la science de la gestion des entreprises, à la psychologie, à la sociologie, etc... « et ils ont utilisé de façon plus « ou moins cohérente cet ensemble de connaissances... Ils « ont donc cherché — et conti-

« la production et la direction « des entreprises au plus haut « degré intellectuel possible et « à créer une atmosphère de « travail et des relations humaines particulièrement susceptibles de créer les meilleures conditions pour un travail « efficace ».

« Ainsi, bien qu'ils ne soient « pas partis en fait de buts « humanitaires, les entrepreneurs capitalistes ont réussi « à réaliser des conditions et « une atmosphère de travail « qui ne sont encore chez nous « qu'à l'état de projet. »

« Même en poursuivant exclusivement le profit, les capitalistes intelligents, sous l'influence politique des Etats socialistes et de la classe ouvrière organisée, se sont rendu compte que l'application de la science à la production, à la direction des entreprises, à la prospection des marchés etc... est extraordinairement rentable puisqu'elle permet d'augmenter non seulement les bénéfices, mais la rémunération du travail, apaisant ainsi les mécontents ».

Tel est l'hymne élevé par M. Lœbl à la déesse-science et à la divinité mineure de la technique, c'est-à-dire au capital.

Première observation : M. Lœbl considère comme un « fait nouveau » la découverte par les « capitalistes intelligents » des avantages de l'application de la science « à la production, à la direction des entreprises » etc... Voyons donc comment un auteur du siècle dernier, un certain K. Marx, jugeait ce fait « nouveau » :

« Ainsi plus le capital fixe se « développe à grande échelle, « plus la continuité du processus de production et le mouvement constant de la reproduction deviennent une condition extérieure contraignante « du mode de production fondé « sur le capital. Même de ce « point de vue, l'appropriation « du travail vivant par le capital devient une réalité immédiate dans le système du machinisme. D'un côté, c'est une subdivision dépendant directement de la science et une application des lois mécaniques et chimiques qui permettent à la machine de faire le travail précédemment effectué par le travail. Cependant, ce développement du machinisme n'a lieu que lorsque l'industrie a déjà atteint un très haut développement, quand toutes les sciences ont été mises au service du capital et quand, en outre, les machines « déjà en service procurent de « grands avantages ».

« Les inventions font désormais « partie des affaires, et l'application de la science à la production immédiate stimule et « détermine les inventions. Mais « telle n'a pas été la voie suivie « par le grand machinisme et « encore moins celle dans laquelle il a accompli ses grands progrès. Cette voie est l'analyse, la division du travail qui, dès le début, transforme toujours plus les gestes du travailleur en opérations mécaniques, à tel point qu'à un certain moment la mécanisation passe au premier plan. « Chaque mode déterminé de « travail passe donc de l'ouvrier « au capital qui prend la forme « de la machine, et la force de « travail vivante se trouve dévalorisée par ce transfert. Ce « qui était activité du travailleur vivant devient activité de « la machine. Et voilà comment « l'appropriation du travail par « le capital est grossièrement « perçue par l'ouvrier : le capital absorbe le travail vivant « comme s'il avait le diable au « corps ». (K. Marx : *Grundrisse*).

Dans le *Capital*, Marx énumère « les trois caractéristiques fondamentales de la production capitaliste » et définit la seconde de la façon suivante : « 2) l'organisation sociale du travail au moyen de la coopération, de la division du travail et de l'union du travail

HEURES SUPPLÉMENTAIRES ou réduction de la durée du travail ?

Dans un récent numéro de l'organe Force Ouvrière des Postes et Télécommunications, on a pu lire des choses fort intéressantes concernant la pratique des heures supplémentaires dans cette administration. Intéressantes à un double titre : d'abord parce qu'elles touchent du doigt une plaie qui, après avoir ravagé le secteur privé, envahit aujourd'hui la Fonction publique ; ensuite parce qu'elles démontrent irréfutablement l'impuissance totale, en ce domaine, du syndicalisme de collaboration de classe.

Les heures supplémentaires, comme le souligne "P.T.T. Syndicaliste", ont toujours existé dans cette administration. Mais elles ne constituaient, jusqu'à ces dernières années, qu'un « appoint limité » dans l'organisation du service. « Aujourd'hui — écrit le journal F.O. — nous sommes entrés dans le "système" ». L'article évoque sans le nommer un centre de tri où « il y a 160 positions de travail et... 80 unités budgétaires pour l'assurer » ; ce qui signifie, pour les profanes, que la moitié du travail de cet établissement est assurée grâce aux heures supplémentaires. Dans ce même lieu, "P.T.T. Syndicaliste" a relevé que certains agents ont effectué jusqu'à 120 heures supplémentaires dans le mois, ce qui, sauf erreur, doit représenter entre 25 et 30 heures s'ajoutant à la durée hebdomadaire du travail, soit, pour 42 ou 45 heures de service normal, un total moyen qui doit évoluer entre 67 et 75 heures. Enfoncée donc l'industrie qui, lorsque ça tourne rond, exige de 55 à 60 heures par semaine !

L'article de "P.T.T. Syndicaliste" décrit éloquentement le cercle infernal dans lequel sont entraînés les malheureux contraints à cette pratique : « Au début c'est une nécessité impérieuse pour ne pas "crever de faim", puis "ça" aide à "faire monter" la femme à Paris quand, enfin, on a trouvé un logement. Puis il faut équiper le logement, d'abord l'essentiel, puis... le confort, on signe des traites... Pourquoi se gêner, la "manne" tombe. Le pauvre camarade ne se rend pas compte qu'il passe sa vie au bureau et qu'il n'est plus qu'une machine à "gagner des sous". Il n'a plus une minute à lui. Il travaille, il dort. De ce fait, il n'a plus de vie de famille et, bien entendu, il ne profite pas du fameux confort pour lequel il se tue ». Ainsi la Fonction Publique s'aligne sur le système infernal qui règne déjà depuis longtemps dans l'industrie. « Le pil étant pris —

dit encore "P.T.T. Syndicaliste" — même si l'organisation syndicale apportait par ses luttes (sic) 80.000 anciens francs de traitement mensuel au préposé, personne, je dis bien personne, ne pourrait empêcher qu'il soit de faire des heures supplémentaires ». « La pratique des heures supplémentaires — conclut l'organe F.O. — constitue maintenant une véritable escroquerie. Elle est le travail noir élevé à la hauteur d'une institution nationale. Elle est une spéculation sur la misère face aux tentations d'une civilisation matérielle en perpétuel progrès ». Belle découverte messieurs ! Vous prétendez combattre les partisans du stakhanovisme à la russe au nom de la liberté à l'occidentale. La liberté c'est cela et rien d'autre sous toutes les latitudes où règne l'exploitation capitaliste de la force de travail : les "tentations" du progrès matériel comme stimulant du surtravail spontané !

Que faire donc pour empêcher ce suicide au compte-gouttes des salariés puisque personne n'y peut rien ? (Cette affirmation pessimiste vous dispense d'ailleurs de faire la moindre campagne contre les heures supplémentaires, ce qui serait le minimum qu'on doit attendre d'un syndicat digne de ce nom. Il est vrai que la C.G.T. est encore plus discrète que vous qui, du moins, en avez parlé lors de votre dernier congrès. Pire encore, son organe national, la "Vie Ouvrière", n'a pas trop de colonnes publicitaires et de bons conseils domestiques pour attirer aux yeux de ses lecteurs les « tentations d'une civilisation en perpétuel progrès matériel ».

Mais Force Ouvrière a tout de même trouvé deux moyens d'agir contre la pratique "excessive" des heures supplémentaires : elle s'adresse à la fois au bon sens de l'exploité et à celui de l'exploiteur. « Les camarades qui ont établi leur vie sur cette pratique — dit-elle docement — doivent avoir conscience de sa précarité et de ses dangers pour eux-mêmes et leur famille ». Par ailleurs, elle se flatte d'avoir voté, lors de la session du Conseil économique et so-

cial de mars dernier, en faveur d'un projet de loi visant à limiter la durée hebdomadaire légale du travail à 54 heures ! Comme si les salariés des P.T.T. ou d'ailleurs n'avaient pas conscience du carcan qu'ils subissent et dont ils ne peuvent être délivrés que par de vigoureuses luttes revendicatives et non par... de bons conseils ! Comme s'il fallait attendre des organismes officiels qui représentent les intérêts des classes directement bénéficiaires du travail noir qu'ils jassent disparaître celui-ci !

Si F.O. bavarde sur l'intensification du travail qui résulte de la pratique des heures supplémentaires, la C.G.T., elle, avance des revendications orientées de telle sorte qu'elles impliquent cette même intensification. La Fédération des Postes et Télécommunications réclame, pour les bureaux mixtes (c'est-à-dire ouverts au public) la semaine en cinq jours. S'agit-il de réduire la durée hebdomadaire du travail ? Nullement. Sur une photo publiée par "Le Préposé Acheminement", mensuel C.G.T. de catégorie, nous voyons bien une pancarte portant l'inscription : « Les 40 heures en 5 jours ». Mais dans l'article qui l'accompagne, ce mot d'ordre n'est pas repris, du moins pas sous cette forme. Cet article est essentiellement consacré à une polémique avec le ministre qui, lui, jait état, pour refuser la revendication, de la nécessité de 10.000 unités supplémentaires. « S'il faut 10.000 nouveaux emplois pour le samedi toute la journée — écrit l'organe C.G.T. — il en faudrait beaucoup moins, sinon très peu (c'est nous qui soulignons, N.D.R.) pour que soit abordée dans l'immédiat la fermeture des bureaux le samedi à midi ».

Nous disons, nous qui croyons savoir lire, même entre les lignes, que si la C.G.T. affirme que le service de la demi-journée du samedi peut être assuré avec très peu d'effectif, le ministre ne peut que s'en réjouir car il lui sera facile de réfuter la même C.G.T. lorsqu'elle se plaint, à juste titre, que les effectifs sont insuffisants. Autrement dit, cette revendication,

si elle se solde par un "succès" sera payée par un accroissement de la charge déjà très lourde qui pèse sur les salariés des P.T.T. : ils auront à faire le même travail en un temps plus réduit. La C.G.T. a de bonnes raisons d'affectionner ce type de revendications qui ne coûtent rien à l'Etat capitaliste : elles n'exigent rien d'autre que les paroles habituelles avec les hauts fonctionnaires de ce même Etat, elles s'accordent parfaitement avec les platitudes et sporadiques arrets symboliques de travail, elles dispensent l'organisation syndicale d'affronter le problème de véritables luttes et lui permettent d'ajouter une facile "victoire" à son palmarès. Mais en y adhérant, le personnel est tout autant victime des mêmes "tentations" qui l'incitent

à faire des heures supplémentaires que lorsqu'il les pratique à corps perdu : là on "arrondit" le week-end, ici on réussit à se payer un dérisoire "confort", mais, dans les deux cas, on entérine des conditions de travail qui sont devenues intenables.

*★

La disparition des heures supplémentaires que souhaite F.O. et le "temps de vivre" que réclame le personnel C.G.T. des bureaux mixtes sont deux revendications incompatibles avec l'orientation générale des syndicats qui les formulent et qui prétendent concilier les intérêts du personnel et de l'Administration dans la Fonction publique de même que, sur un plan général, ils veulent concilier les intérêts des salariés et ceux du capital. Ces deux objectifs des salariés des P.T.T. ne sont que des aspects particuliers des deux revendications immédiates fondamentales du prolétariat : augmentation générale des salaires et réduction de la durée du travail. Ce sont des revendications de lutte de classe et ne peuvent être le fait que de ceux qui s'en revendiquent hautement.

1936-1966 : Trente ans de collaboration de classe

(Suite de la page 2)

communistes en particulier, trahit toutes les grèves et saboté les manifestations de masse contre l'appui bourgeois à la contre-révolution blanche en Russie. C'était une trahison sur toute la ligne, mais qui passa inaperçue dans l'euphorie des concessions que le patronat avait dû faire.

Le capitalisme international avait besoin de cette trahison à la veille de la seconde guerre mondiale. Il lui fallait alors plier le prolétariat de tous les pays à la discipline monstrueuse et criminelle du carnage impérialiste. Le prétexte, il le trouva dans l'antifascisme. La délimitation des deux camps militaires opposés, il l'obtint grâce au rapprochement qui s'opéra alors entre l'U.R.S.S. et les démocraties occidentales. La combinaison politique propre à recréer « l'union nationale », il la trouva dans le front commun des socialistes, communistes et radicaux. L'occasion, enfin, il la découvrit dans la transformation du grand mouvement revendicatif en manœuvre électorale de grand style. A la base de ce tournant général il y eut l'attitude de la petite bourgeoisie. En 1920, quand la révolution menaçait, c'est elle qui avait donné la victoire au fascisme en Italie et en Allemagne. En 1936, comme il n'était plus nécessaire de déclencher contre les ouvriers les hordes féroces en chemise brune ou noire, comme les communistes se chargeaient eux-mêmes de maintenir l'agitation sociale dans un mouvement de renforcement démocratique du système bourgeois, toutes les classes moyennes se découvrirent une passion soudaine pour les « libertés républicaines » et se retournèrent du côté des nouveaux défenseurs de l'ordre capitaliste auxquels elles donèrent la victoire électorale de juin.

Il fallut bien laisser aux ouvriers ce que, sur la lancée du mouvement et sans attendre les décisions de leurs élus, ils avaient pris. Mais c'était, on l'a vu, relativement peu en regard de ce que les capitalistes auraient pu perdre dans une flambée sociale de cette ampleur, et, en contre-partie, le capital obtenait la conjonction de toutes les conditions politiques nécessaires pour apporter à sa crise latente la seule « solution » qu'il connaisse : la destruction et la mort. Sans doute la mise au point du conflit militaire prit-elle plus de temps que la volatilisation des « conquêtes » sociales de juin 36 mais ce fut seulement en raison des bouleversements d'alliances et de la difficulté, entre requins impérialistes, à se mettre d'accord, même pour un massacre général du prolétariat, et non parce que les partis ouvriers y opposèrent la moindre résistance. Sous cet angle, le Front Populaire avait bien travaillé : les ouvriers étaient désormais persuadés que le chemin du socialisme passait par la guerre en faveur des démocraties occidentales et par le carnage fratricide de prolétaires en uniformes de

couleur différente. Commencée sous la forme d'une lutte sociale contre les exigences du capital, la phase de juin 36 s'achevait, en guerre impérialiste pour le sauvetage de la domination de ce même capital.

Bien que consommée sur le plan idéologique et politique, la trahison des communistes moscovites ne devait devenir flagrante qu'à la fin du conflit militaire, lorsqu'on les vit, dans tous les pays, appeler les ouvriers à produire et non à revendiquer, s'opposer aux grèves et accepter par contrat, au nom des travailleurs, les modes de rétribution du travail les plus ignobles et les plus propres à diviser la classe ouvrière, lorsqu'ils plurent en un mot le prolétariat aux exigences folles de ce productivisme qui, aujourd'hui, étouffe toute résistance des exploités.

*★

L'enseignement de juin 36 peut se résumer en quelques lignes. Dans sa lutte contre le capital, la classe ouvrière dispose de deux armes : la grève généralisée et la prise révolutionnaire du pouvoir conduisant à la dictature prolétarienne. La seule victoire qu'ait connue juin 1936, c'est celle de la bourgeoisie qui a pu, pour une longue période, dépouiller le prolétariat de ces deux armes en s'assurant le contrôle direct ou indirect des syndicats et des partis ouvriers. C'est parce qu'ils sont devenus les adversaires acharnés de l'arme suprême de la classe ouvrière, parce qu'ils s'efforcent pour la démocratie bourgeoise, contre la dictature du prolétariat que les dirigeants de ces syndicats et de ces partis interdisent aujourd'hui aux ouvriers l'usage de leur arme immédiate, la grève sans limitation de durée.

Cependant, cette complicité, pour efficace qu'elle soit, révèle déjà certains symptômes d'insuffisance. Les difficultés qu'éprouve la gauche bourgeoise dans ses combinaisons de coalition électorale n'expriment rien d'autre, en effet, que ses doutes à l'égard de la capacité des syndicats de collaboration de classe à museler une véritable crise sociale. Une inquiétude sourde étreint toute la bourgeoisie à la seule idée du « changement de garde » qui s'imposera quand le gaulisme aura fait son temps. Rien n'est moins sûr que la réussite d'un nouveau juin 36. Tout porte à croire au contraire que la nouvelle génération ne se laisserait pas aussi aisément dépouiller des possibilités offertes par une telle mobilisation sociale et que, dans les années à venir, elle se débarrassera du même coup des illusions parlementaires et démocratiques et de la corporation de bureaucrates syndicaux qui s'interpose aujourd'hui comme un écran entre la masse et son adversaire social. Lorsque se dessinera cette évolution, lorsque se reconstruira le parti de classe du prolétariat, alors seulement la masse entière des exploités reprendra la voie des victoires, dont la première et non la moindre sera la pulvérisation du mythe de juin 1936.

Hymnes au capital en Tchécoslovaquie

(Suite de la page 3)

« avec les sciences naturelles. « Par suite de la concentration des moyens de production et de l'organisation sociale du travail, le mode capitaliste de production supprime bien que sous des formes contrastantes « la propriété individuelle et le travail privé » (Livre III, volume I, section III, ch. XV, par. IV).

Donc, non seulement pour Marx, mais pour toute personne ayant étudié sérieusement l'histoire économique, l'union du travail avec les sciences naturelles, l'application de la science et des lois mécaniques et chimiques à la production immédiate sont des caractéristiques fondamentales de la production capitaliste dès son apparition. Il n'y a là, n'en déplaise à M. Loebel, aucun « fait nouveau ».

Seconde observation :

Dans les passages plus haut cités comme dans toute son œuvre, Marx distingue dialectiquement l'aspect positif du capitalisme représenté par le machinisme et l'application de la science à la production de son aspect négatif. La machine, de même que le travail associé et la division du travail qui en permettent l'emploi, sont un progrès. Mais il ne faut pas oublier que ce qui était activité du travailleur vivant devient activité de la machine. Que signifient donc les paroles de M. Loebel quand il s'écrie que « les entrepreneurs capitalistes ont réussi à réaliser des conditions et une atmosphère de travail qui ne sont encore chez nous

qu'à l'état de projet ? » Que 1) nous — les pays de l'Est européen — sommes capitalistes du moment que nous nous proposons d'imiter l'application de la science telle qu'elle est réalisée dans les pays occidentaux ; 2) les pays de l'Est ont un développement capitaliste inférieur à celui des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale puisqu'ils ne font que projeter ce qui existe déjà en Occident.

Troisième observation :

Dans le passage plus haut cité des « Grundrisse », Marx distingue deux phases dans le processus d'union du travail avec les sciences naturelles. La première est l'analyse, la division du travail transformant de plus en plus les gestes du travailleur en opérations mécaniques. Mais dans la mesure où cela se produit, on passe à la seconde phase dans laquelle « toutes les sciences sont mises au service du capital » et « les inventions font désormais partie des affaires ». De cette seconde phase, Marx dit dans le livre III du « Capital » : 1. (Il existe) une importante différence entre le coût de construction de la première machine et ses reproductions successives ; 2. La gestion d'une entreprise organisée sur la base des nouvelles inventions coûte beaucoup plus cher que celles des entreprises qui naissent sur ses ruines... la conséquence en est qu'en général, c'est la catégorie la plus méprisable, les capitalistes financiers, qui tirent le plus grand profit du travail universel de l'esprit humain et de son application sociale au moyen du travail as-

socié. Or c'est précisément cette seconde phase qui caractérise le capitalisme actuel, le capitalisme de l'époque impérialiste ; et les « capitalistes intelligents » que Loebel exalte comme des « amis de la science » et propose en modèles aux pays de l'Est représentent justement « la catégorie la plus méprisable », ces capitalistes financiers qui ont transformé « les inventions en affaires » et mis « toutes les sciences au service du capital ». Quant à l'homme sapiens dont M. Loebel chante les louanges, les valeurs humaines qu'il exalte, les capacités et l'intelligence humaine dont il se fait le défenseur (et E. Loebel lui-même!), ils ne sont que des expressions de l'asservissement de la science au capital. C'est-à-dire aux catégories les plus méprisables de la bourgeoisie. Le mode capitaliste de production ne peut dépasser la contradiction découverte dès 1844 par Marx entre la science de l'homme et les sciences de la nature : non seulement il ne peut épuiser la science de l'homme, mais il condamne les sciences de la nature elles-mêmes à la décadence. C'est le communisme de Marx qui parvient pour la première fois dans l'histoire à la science de l'homme, c'est-à-dire à la science de la société et de l'histoire humaine : dans la société communiste, la science de l'homme et les sciences de la nature dépasseront enfin la contradiction qui les a toujours séparées. Alors et seulement alors, il y aura une science unique.

(à suivre)